

Communiqué de presse.

Paris, le 7 février 2022

ORPEA : sévices et bénéfices ! GOUVERNEMENTS : complices !

Depuis la sortie du livre de Victor Castanet « Les Fossoyeurs », le gouvernement donne l'impression de tout découvrir. C'est tout à fait comme lors des publications des scandales financiers dévoilés par le Consortium International des Journalistes d'Investigation (SwissLeaks, LuxLeaks, Panama Papers, etc) : le gouvernement découvre la chose, il ne savait pas que tout ceci pouvait exister, qu'il y avait des paradis fiscaux, et que les très riches en profitaient pour ne pas payer d'impôts, mais des enquêtes vont être rapidement menées, et, si c'est confirmé, les choses vont changer. Là, nous avons entendu Olivier Véran, le ministre de la Santé, déclarer « *Nous ferons preuve de la plus grande sévérité* ». Bigre, le CAC 40 tremble !

Il est difficile de croire Madame Bourguignon, ministre chargée de l'autonomie, quand elle nous dit qu'elle ignorait que tout ceci soit possible. Monsieur Emmanuel Macron est Président de la République depuis mai 2017. D'avril 2017 à juillet 2017, les salarié.e.s de la maison de retraite « Les Opalines » de Foucherans, près de Dôle, dans le Jura, ont fait une très longue grève (117 jours). Au moins, le Préfet du Jura a fait son rapport. Et le gouvernement a fait comme font les gouvernements quand ça branle dans le manche : pour répondre aux questions des parlementaires de l'opposition, pour calmer les citoyennes et les citoyens, on met en place des commissions d'enquêtes. Et, le 13 septembre 2017, Madame Monique Iborra, vice-présidente de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée Nationale et députée LREM, a rendu son rapport concernant la mission « flash » menée en août 2017. Elle y signalait des sous-effectifs en personnel et des conditions de travail difficiles, le tout pouvant conduire à une « maltraitance institutionnelle ». Ses préconisations étaient habituelles : un groupe de travail sur la tarification et un autre sur les conditions de travail et l'organisation des établissements.

Donc, difficile de prétendre qu'on ne savait pas. D'autant plus que, le 19 octobre 2017, une enquête de « Pièces à conviction », sur France 3, informait largement, à partir des témoignages, notamment des personnels de l'EHPAD de Foucherans, sur l'insuffisance des effectifs, la sur-occupation des établissements, le rationnement de la nourriture, des produits d'hygiène, des couches. Déjà il était dit que certains groupes multiplient les économies souvent sordides et que les machines à business fonctionnent au détriment du bien être des résidents et des personnels. Lors du débat qui a suivi le reportage, Madame Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé de l'époque, a, elle aussi, dit découvrir la chose. Bien entendu, elle a montré que le gouvernement agit et qu'il améliore ce qui ne va pas.

Il n'est pire sourd et pire aveugle que celui qui ne veut ni entendre ni voir. Le 30 janvier 2018, toutes les organisations syndicales des personnels des EHPAD et de l'aide à domicile appelaient à une journée de grève et d'action. Et les 9 organisations de retraité.e.s appelaient à soutenir ces initiatives et à participer aux manifestations. À l'époque, l'UNIRS soulignait que le manque de moyens attribués au secteur public (en l'occurrence les EHPAD publics) est une façon de renforcer le « marché » ouvert aux capitaux privés pour y investir et y faire des profits. La mobilisation réussie ne fut pas suffisante pour que la ministre, Madame Agnès Buzyn, et le gouvernement s'engagent dans une politique différente : de fait, l'or gris devait rester un secteur à rentabilité pour les investisseurs. À la même époque, l'UNIRS invitait les personnes concernées à s'adresser au groupe KORIAN, en montrant que les conditions de travail dégradées des personnels, en établissements comme à domicile, ont des conséquences directes et immédiates sur les conditions de vie des personnes âgées qui ont besoin de leurs services.

Ce qui éclate une nouvelle fois au grand jour, c'est l'hypocrisie des gouvernements. La première complicité des gouvernements, c'est quand ils refusent d'investir dans les EHPAD publics, en mettant en avant l'insuffisance des moyens budgétaires dont ils disposent. Mais cette insuffisance, c'est eux qui l'organisent, par leur refus de taxer les très hauts revenus et patrimoines et par leur laxisme à l'égard de la grande fraude, etc. Et, quand ils décident d'ouvrir largement ce secteur aux capitaux privés, ils acceptent que la recherche de la meilleure rentabilité des capitaux l'emporte sur le souci de la qualité de vie des résidents, de leur dignité, sans parler des conditions de travail des salarié.e.s. Quand ils n'attribuent pas aux EHPAD publics les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement, ils

choisissent, de fait, que s'y installe une maltraitance institutionnelle. Les directeurs des établissements « font comme ils peuvent », c'est-à-dire « comme le veulent les actionnaires », dans le privé, et, dans le public, conformément aux normes comptables et budgétaires résultant des règles mises en place par Juppé, Sarkozy-Fillon et Roselyne Bachelot, notamment. Ensuite, quand des « contrôles » existent, c'est plus sur le papier qu'en réalité, car il ne faut pas gêner les entreprises et, là aussi, il s'agit de faire des économies et le candidat ou la candidate à la présidentielle qui promet la plus grande suppression d'emplois de fonctionnaires sera la personne « élue » par les marchés !

La duplicité des « responsables » est entière car, bien entendu, ils refusent d'assumer devant le grand public les conséquences directes de leurs choix politiques. Il est à craindre qu'une fois encore, tout ceci se terminera par de nouvelles commissions d'enquêtes, en fonction du temps pendant lequel les familles vont pouvoir continuer de maintenir la pression, par leurs révélations et, peut-être, leurs dépôts de plainte. Ce qui est nouveau, c'est que ce livre contient de nombreux témoignages qui semblent avoir libéré la parole des familles, des personnels, de cadres, voire d'anciens directeurs d'établissements, ce qui fait durer la vague médiatique et fait pression sur les pouvoirs économiques et politiques. Car le gouvernement continue d'ignorer tant les professionnels du secteur que les organisations syndicales. Il est possible que d'autres personnes « sautent », que des fusibles soient lâchés, pour sauver l'essentiel : l'organisation du marché. Déjà nous entendons des activistes du marché soutenir qu'il faut faire confiance au marché pour réguler cette situation : la valeur de l'action ORPEA va baisser, ce qui va entraîner les actionnaires à modifier leur politique pour que leurs établissements accueillent des résidents et refassent des bénéfiques. Il faut donc remonter aux lois et décrets qui permettent tout ceci, voire qui l'organisent. Il serait inadmissible qu'une fois encore ceux qui sont à l'origine du problème soient ceux qui seront chargés de le régler.

La violence de tels choix est souvent d'un tout autre niveau que les incivilités dont nous abreuvons les médias: violence à l'égard des personnes elles-mêmes, personnes à qui on refuse toute dignité jusque dans les actes les plus quotidiens de la vie; violence à l'égard des familles qui n'osent pas intervenir de crainte de représailles sur la personne résidente; violence à l'égard des personnels qui font de leur mieux et à qui sont imposées de telles conditions de travail et une telle déconsidération du métier et qui craignent des mesures de rétorsion suite à la moindre remarque ou demande; violence à l'égard des syndicalistes qui sont niés et jamais écoutés ni entendus; violence à l'égard de l'ensemble de la population qui constate que ce sont celles et ceux qui sont responsables de cette situation qui sont chargés de la régler !

Il est manifeste que notre société doit décider de ses priorités :

- Continuer à fonctionner pour que les plus riches soient encore plus riches, en accaparant et en concentrant des revenus, des fortunes et des patrimoines toujours plus importants (certains journaux nous ont révélé les « salaires » des dirigeants d'ORPEA et les opérations boursières qu'ils viennent encore d'opérer).
- Mettre la vie, la justice et la solidarité en priorités, et se donner les moyens démocratiques pour y parvenir.

L'UNIRS opte pour cette orientation générale à donner à notre société, ce qui signifie qu'il faut prendre des choix radicalement différents de ce qui est fait depuis des décennies. En effet, ne serait-ce qu'une forte amélioration des effectifs dans les EHPAD, publics et privés, et dans les services d'aide à domicile, implique déjà un autre partage des richesses. Tout comme l'amélioration de la formation et de la rémunération des personnels, la prise en charge à 100 % de la perte d'autonomie par la Sécurité sociale, la mise en place d'un grand service public de l'autonomie, la diminution significative du reste à charge en considérant déjà que les amortissements immobiliers ne doivent plus être retenus pour le calcul du tarif hébergement, etc. Ca veut dire, par exemple, qu'il faudra sortir des traités commerciaux bilatéraux et multilatéraux signés dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui font primer le droit et la liberté d'entreprendre sur tous les autres droits et toutes les autres libertés. Il faudra aussi mettre en place des contrôles effectifs pour l'ensemble des EHPAD, contrôles effectués par des agents disposant de l'autonomie d'action dans une structure indépendante des professionnels contrôlés, probablement rattachée au ministère de la Justice. Et il faudra enfin repenser le principe même des EHPAD et aller vers une diversité de réponses répondant à la diversité des besoins et des demandes.

Avec la campagne électorale déjà engagée, les promesses électorales vont, de nouveau, fleurir. Les personnes retraitées membres de l'Union syndicale Solidaires ne s'en satisferont pas. Elles seront encore présentes, pendant et au lendemain des élections, tout comme elles l'ont été durant tout le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Entre la Bourse et la Vie, nous choisissons la Vie !